



RÉGION
Nouvelle-Aquitaine



UNION EUROPEENNE
Fonds Européen Agricole
pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les
zones rurales



CHARENTE
LE DÉPARTEMENT

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

DEUX-SÈVRES

Haute-Vienne
département

**Département
des Landes**

**PYRÉNÉES
ATLANTIQUES**
LE DÉPARTEMENT

**la
vienne**
département

APPEL À PROJETS / CANDIDATURES 2020 **PLAN DE MODERNISATION DES ELEVAGES HORS AVICOLE**

Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles

Type d'opération 4.1.1

du Programme de Développement Rural (PDR) Aquitaine, du PDR Limousin et du PDR Poitou-Charentes

V1.2 du 2 avril 2020

Pour la période du 29 janvier au 15 septembre 2020

Adaptations de l'appel à projets durant la période de confinement liée au Covid 19

- Le présent appel à projets est prolongé jusqu'au **15 septembre 2020** au travers de 2 périodes supplémentaires.
- Le dépôt de dossier dématérialisé de demande d'aide est rendu possible (dossier complet scanné ou formulaire signé avec informations minimales, cf. étape 1 de l'article 2).
- Le dossier original devra être transmis au service instructeur dans les 3 mois suivant la fin du confinement.
- L'accusé de réception de recevabilité avec autorisation de démarrage des travaux sans promesse de subvention pourra être transmis par email par le service instructeur.

Evolution entre les versions :

Version V1.0 du 29 janvier 2020 : version originale

Version V1.1 du 30 janvier 2020 : Rectification du plafond Bio/HVE 3 associés

Version V1.2 du 2 avril 2020 : Ajout de 2 périodes de dépôt des dossiers avec prolongation de l'Appel à projets jusqu'au 15 septembre 2020, éligibilité des exploitations Bio Porcines (art.3), encart modalités de paiement (art. 5), possibilité d'envoi dématérialisé durant la période de confinement (art. 9).

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/economie-et-emploi/pcae-plan-de-modernisation-des-elevages-filiere-hors-avicole>

Pour plus d'information

<http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr>

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DE L'OPERATION	3
ARTICLE 2 - MODALITES DE L'APPEL A PROJETS/CANDIDATURES	4
ARTICLE 3 - BENEFICIAIRES, CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU DEMANDEUR.....	6
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET	7
ARTICLE 5 - COUTS ADMISSIBLES.....	8
ARTICLE 6 - CRITERES DE SELECTION DES PROJETS ET SCORING.....	9
ARTICLE 7 - MONTANTS ET TAUX D'AIDES (tous financeurs confondus)	21
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	21
ARTICLE 9 - CONTACTS.....	25
ARTICLE 10 – INFORMATION AU SUJET DES DONNEES PERSONNELLES.....	27
ANNEXE 1 : LISTE DETAILLE DES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES.....	29
ANNEXE 2 : ATTESTATION Charte Qualité Traçabilité	34
ANNEXE 2_ Bis : LISTE DES ANALGESIQUES	36
ANNEXE 3 : STRUCTURATION DE LA GRILLE DE SELECTION.....	37

ARTICLE 1- DESCRIPTION DE L'OPERATION

Le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCAE) est un outil phare de la politique agricole de la Région Nouvelle-Aquitaine. Il permet de soutenir les investissements visant à améliorer la performance économique, environnementale et sociale des exploitations agricoles. Il se décline en dispositifs d'aide sous forme d'appels à projets complémentaires et indépendants qui sont échelonnés tout au long de l'année.

Par ailleurs, le 9 juillet 2019, les élus de Nouvelle-Aquitaine réunis en séance plénière ont adopté la feuille de route régionale dédiée à la transition énergétique et écologique : Néo Terra. Elle se fixe 11 ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes. Dans ce cadre, la Région a décidé d'accompagner l'ensemble du secteur agricole dans sa transition agro-écologique autour de 3 enjeux principaux :

- Sortir des pesticides et généraliser les pratiques agro-écologiques
- S'adapter au changement climatique et participer à son atténuation
- Favoriser le bien-être animal

Le PCAE s'intègre pleinement dans l'ambition que porte Néo Terra, le nouveau dispositif Plan de Modernisation des Elevages s'oriente notamment sur les thématiques suivantes :

- Certification Bio ou HVE
- Circuits-courts
- Adaptation aux changements climatiques
- Réduction des GES
- Bien-être animal
- Economie d'énergie
- Production des énergies renouvelables

Un effort particulier est également entrepris pour l'accompagnement des projets hors avicole portant sur des investissements biosécuritaires en prévention des risques sanitaires liés à la tuberculose bovine et à la peste africaine.

Plus d'information : <https://www.nouvelle-aquitaine.fr/grands-projets/neo-terra-feuille-route-transition-environnementale-climatique.html>

Les dispositions du présent règlement d'appel à projets / candidatures définissent, pour la Région Nouvelle-Aquitaine et pour la période du 29 janvier au 15 septembre 2020, l'ensemble des modalités incombant aux porteurs de projets sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement dans le cadre de l'opération « Plan de modernisation des élevages » hors filière avicole.

Ces dispositions s'appliquent pour le FEADER, l'Etat, les Collectivités territoriales et les Agences de l'eau.

Cet appel à projets/candidatures s'inscrit dans le cadre des Programmes de Développement Ruraux 2014-2020 (PDR Aquitaine, PDR Limousin et PDR Poitou-Charentes) qui permettent de mobiliser des crédits du FEADER.

Cette opération vise à assurer sur le long terme la compétitivité des exploitations agricoles dans le secteur de l'élevage en Nouvelle-Aquitaine et de soutenir la réalisation d'investissements permettant de mieux répondre aux exigences environnementales et sociales.

Pour ce faire, il s'agit de soutenir les investissements concernant les enjeux suivants :

- modernisation des bâtiments d'élevage,
- la gestion des effluents d'élevage,
- l'amélioration de la qualité sanitaire des exploitations,
- la réduction de la consommation d'énergie sur l'exploitation et la production d'énergies renouvelables.
- l'optimisation des conditions de travail dans les bâtiments d'élevage.

Sont examinés dans cet appel à projets, les projets/candidatures relatifs au secteur élevage pour les espèces animales suivantes : Bovin, ovin, caprin, porcin, équin, asin, cunicole (dont Orylag), hélicicole, apicole, gibier d'élevage.

Tous les investissements en lien avec l'activité d'élevage avicole font l'objet d'un appel à projets/candidatures spécifique.

Pour rappel, les financements accordés dans le cadre du PME ne peuvent pas se cumuler avec d'autres subventions portant sur les mêmes investissements.

A noter : La Région Nouvelle-Aquitaine a développé un nouvel outil pour **favoriser l'accès au crédit dans le secteur agricole et agro-alimentaire**. La Région, accompagnée de l'Europe, a ainsi créé une **garantie publique** dénommée « **ALTER'NA** » (Alternative en Nouvelle-Aquitaine).

Ses bénéficiaires peuvent profiter des avantages suivants :

- réduction des cautions personnelles exigées par la banque,
- conditions d'accès aux prêts facilitées,
- réduction du taux d'intérêt des prêts.

Cet instrument de garantie peut venir en **complément** au présent appel à projets **dans la limite du taux maximum d'aide publique**.

ATTENTION : un prêt ALTER'NA comporte une part d'aide publique qui s'exprime en équivalent subvention brut (ESB). Cet ESB ALTER'NA ainsi que les autres aides publiques comme le PCAE ne peuvent pas dépasser le taux maximum d'aide publique prévu par le cadre réglementaire de ce dispositif.

Pour plus d'information :

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/economie-et-emploi/alterna>

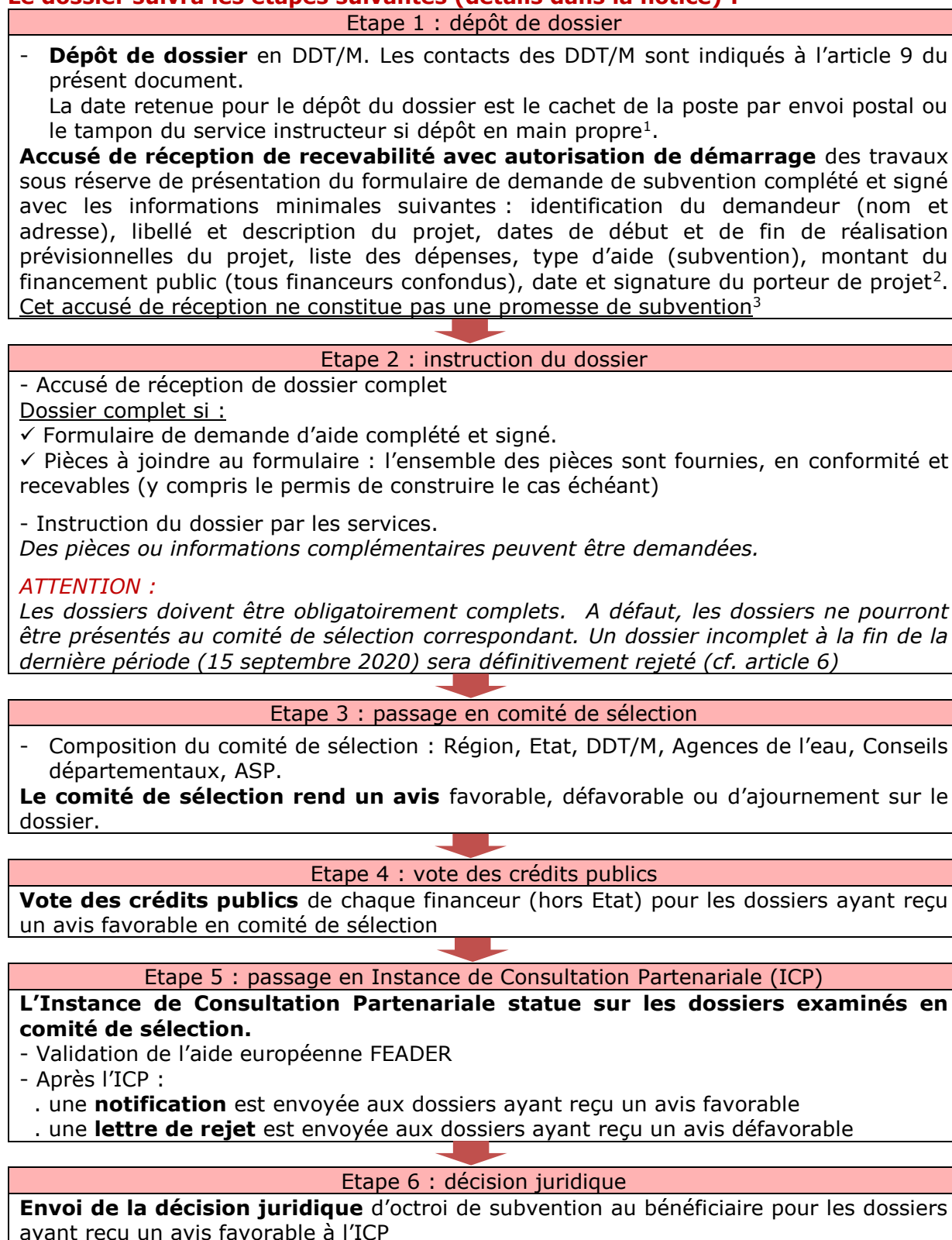
ARTICLE 2- MODALITES DE L'APPEL A PROJETS/CANDIDATURES

L'opération « Plan de modernisation des élevages » hors filière avicole se présente sous la forme d'un appel à projets / candidatures avec trois période de dépôt de **dossiers complets**.

	Début de dépôt de dossier	Fin de dépôt de dossier complet
Période 1	29 janvier 2020	15 mai 2020
Période 2	16 mai 2020	15 juillet 2020
Période 3	16 juillet 2020	15 septembre 2020

Il est vivement conseillé de transmettre son dossier le plus en amont possible de la date de fin de période. A titre indicatif, l'enveloppe prévisionnelle globale de dépenses publiques pour cet appel à projets/candidatures est de 12 millions d'euros tous financeurs confondus, sur les trois PDR.

Le dossier suivra les étapes suivantes (détails dans la notice) :



¹ La date de dépôt (cachet/tampon) détermine la période à laquelle sera examiné le dossier.

² Pour des projets en lien l'installation d'un jeune agriculteur (JA ou NI), le démarrage des travaux peut débuter avant le lancement des appels à projets/candidatures, sans promesse de subvention, sous réserve de l'envoi à la DDT/M du siège d'exploitation d'un courrier daté et signé du demandeur comportant a minima les éléments suivants : identification du demandeur (nom, adresse, n° SIREN/SIRET), libellé et description du projet, contexte de la demande, dates de début et de fin de réalisation prévisionnelles du projet, liste des dépenses, type d'aide (subvention), montant du financement public (tous financeurs confondus), date et signature du porteur du projet.

³ La date de début d'éligibilité des dépenses figure dans l'accusé de réception du service instructeur.

ARTICLE 3- BENEFICIAIRES, CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU DEMANDEUR

Les financements publics accompagnant cette opération s'adressent aux demandeurs répondant aux exigences suivantes :

- Les **exploitants agricoles** qui exercent une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime :
 - o **exploitants agricoles personnes physiques** (exerçant à titre individuel) âgés d'au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale⁴,
 - o **exploitants agricoles personnes morales** (exerçant dans un cadre sociétaire ou en association) dont l'objet est agricole,
 - o **établissements de développement agricole et de recherche** sous réserve qu'ils détiennent une exploitation agricole et exercent une activité agricole.
- Les **groupements d'agriculteurs** : structures collectives (dont les GIEE et les associations (hors GAEC) dont 100% des parts sociales sont détenues par des exploitants agricoles (au sens ci-dessus) ou qui soient composées exclusivement par des exploitants agricoles (au sens ci-dessus).
- Cet Appel à projets concerne exclusivement les espèces animales suivantes : bovin, ovin, caprin, porc, équin, asin, avicole, cunicole (dont Orylag), hélicicole, apicole, gibier d'élevage. Tous les autres élevages sont inéligibles.
- **Pour la filière porcine et dans le cadre de la motion régionale « Promouvoir la bientraitance animale »** de juin 2018, seules sont rendues éligibles les exploitations porcines prenant en charge la douleur lors de la castration des porcelets par l'utilisation d'analgésiques (Annexe_2_Bis_Liste des analgésiques) ou dans le cadre de la charte Qualité Traçabilité (Annexe_2).
Dans ce cadre, les exploitations produisant des porcs bio sont rendues éligibles au regard du cahier des charges inhérent à la production de porcs bio.

Nota bene : Si le produit utilisé n'est pas présent dans la liste de l'annexe 2_Bis, alors il sera nécessaire de fournir une attestation d'un vétérinaire stipulant que le produit utilisé prend en charge la douleur lors de la castration des porcelets.

Les bénéficiaires **non éligibles** à l'opération sont les suivants :

- Les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA),
- Les Coopératives agricoles ainsi que leurs filiales,
- Les lycées agricoles.

Remarque :

Les collectivités territoriales et leurs groupements ne sont pas éligibles à cet appel à projets / candidatures car des dispositifs spécifiques pour ces structures existent.

Les CUMA sont éligibles aux aides PCAE via les dispositifs « Investissement dans les exploitations agricoles en CUMA » et « Adaptation au changement climatique en arboriculture et viticulture, protection contre le gel et la grêle ».

⁴ La situation est appréciée au 1^{er} janvier de l'année civile de dépôt de la demande.

Tout demandeur s'engage à respecter les obligations générales (engagements du demandeur) stipulées dans le formulaire de demande de subvention et notamment :

- rester propriétaire de son investissement pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver son activité agricole pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver sur son exploitation/entreprise les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final.

Dans le cas d'une transmission d'exploitation/entreprise, le repreneur reprendra l'ensemble des engagements du bénéficiaire. Cette reprise devra être préalablement notifiée au service instructeur et expressément prévue dans un document visé par les deux parties.

L'ensemble des financements publics s'inscrivent dans le cadre du volet agricole du Grand Plan d'Investissement.

ARTICLE 4- CONDITIONS D'ELIGIBILITE DU PROJET

- Plancher de dépenses éligibles : 10 000 € HT
- Siège d'exploitation : sur le territoire Nouvelle Aquitaine
- Pour les fermiers : obtention préalable de l'autorisation du propriétaire d'effectuer les travaux
- Diagnostics :
 - Effluents d'élevage : diagnostic DEXEL à jour obligatoire pour tous les projets. Il doit être réalisé par une structure compétente. Ce diagnostic de l'exploitation démontrera qu'après réalisation du projet l'exploitation détiendra les capacités agronomiques et réglementaires de stockage des effluents d'élevage requises pour l'ensemble de l'exploitation.
Pour les exploitations dont l'ensemble des ateliers d'élevage, à l'issue du projet, ne génèrent aucun effluent qui pourrait nécessiter un ouvrage de stockage ou de traitement, le DEXEL n'est pas obligatoire. Un auto-diagnostic (cf. annexe 4 du formulaire de demande d'aide), démontrant qu'aucun ouvrage de stockage ou de traitement d'effluents d'élevage n'est nécessaire sur l'exploitation, devra être fourni.
 - Energie : Il est obligatoire si les investissements - concernant la catégorie 4 intitulée « Enjeu amélioration de la performance énergétique des exploitations » (cf. Dossier Annexes « Annexe_Filière_1 ») - sont supérieurs à 10 000 € HT.

Son principe est de permettre aux éleveurs d'avoir une approche globale de l'exploitation afin de mesurer la performance énergétique et de l'améliorer. L'outil utilisé pour réaliser le diagnostic doit permettre de répondre aux objectifs suivants :

- 1/ évaluer les consommations énergétiques directes et indirectes de l'exploitation agricole, avec leur répartition par poste, et pour les principaux ateliers de l'exploitation le cas échéant
- 2/ identifier les émissions de gaz à effet de serre par l'exploitation, avec leur

répartition par poste

3/ identifier les puits de carbone

4/ contribuer à une réflexion plus globale sur la triple performance économique, sociale et environnementale de l'exploitation.

Il est possible de réaliser un autodiagnostic grâce à l'outil gratuit « je diagnostic ma ferme » (<http://www.jediagnostiquemaferme.com/>), ou tout autre diagnostic dès lors qu'il soit conforme à l'instruction ministérielle DGPE/SDC/2018-382 du 15 mai 2018 dont le cahier des charges est repris en annexe 3 du présent appel à projets.

- Périodicité des dossiers : Le dépôt d'un nouveau dossier pour une même exploitation agricole (même numéro de SIRET) devra obligatoirement être postérieur à la réception de la demande de solde par le service instructeur (DDT/M) du dossier précédent.

ARTICLE 5- COUTS ADMISSIBLES

Modalités de paiement :

Le crédit-bail, la location financière et la délégation de paiement ne sont pas acceptés, et tout investissement financé par l'un de ces biais est inéligible.

Les investissements financés par crédits classiques (hors crédit-bail et hors locations financières) sont éligibles : le paiement direct de la banque au fournisseur dans le cadre de ce prêt est autorisé sous réserve de la fourniture par le bénéficiaire des justificatifs appropriés prouvant le paiement.

Dépenses éligibles :

- Les investissements matériels exclusivement liés au projet, en lien avec les enjeux de l'opération (cf. annexe 1 de l'AAP).
- La location de matériel et les matériaux liés aux travaux d'auto-construction en lien direct avec le projet.
- Les frais généraux en lien avec le projet dans la limite de 10% des autres dépenses éligibles plafonnées : honoraires d'architectes, les dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique (diagnostics), études de faisabilité.

Les dépenses sont appréciées Hors Taxe.

Les dépenses éligibles au titre de cet appel à projets / candidatures ne pourront pas faire l'objet d'une autre demande d'aide. Les porteurs de projets pourront cependant déposer d'autres dossiers portant sur d'autres dépenses ou filières (grande culture, etc.) dans le cadre d'autres dispositifs d'aide.

Les financements issus des **programmes opérationnels OCM, de LEADER ou des Agences de l'Eau** ne sont pas non plus cumulables avec le présent appel à projets.

Dépenses inéligibles (liste non exhaustive) :

- la TVA,
- la maîtrise d'œuvre,
- les consommables et les jetables,
- les équipements liés à la vente de produits agricoles,
- les coûts d'acquisition foncière,

- les frais de montage de dossier,
- les investissements destinés au stockage de matériels agricoles,
- les contributions en nature,
- la main d'œuvre liée aux travaux d'auto-construction,
- les équipements d'occasion ou reconditionnés
- les équipements en copropriété,
- les investissements qui concernent des opérations de renouvellement ou de remplacement à l'identique,
- les investissements financés par un crédit-bail,
- les investissements financés par délégation de paiement,
- les investissements liés à une norme communautaire minimale dans les domaines de l'hygiène et du bien-être animal et de l'environnement (sauf exception, cf. article 8),
- Auto-construction :

La location de matériel, les matériaux et équipements dédiés à la réalisation des travaux suivants :

- charpente et couverture pour les bâtiments fixes de plus de 2 m au faîtage (hors tunnels)
- réseaux d'électricité et de gaz,
- investissements de performance énergétique de la catégorie E4,
- fosses de stockage de lisier.

ARTICLE 6- CRITERES DE SELECTION DES PROJETS ET SCORING

Conformément au volet agricole du Grand Plan d'Investissement, la sélection des dossiers prendra notamment en compte le caractère structurant de l'investissement de manière adaptée à chaque filière de production. "

La procédure de sélection s'appuie sur une grille de notation (cf. ci-dessous) construite sur la base de critères de sélection. L'application de ces critères donne lieu à l'attribution d'une note qui permet de classer les projets.

Les dossiers sont classés en fonction de leur note en trois priorités :

Dossiers ultra-prioritaires	Les dossiers atteignant une note supérieure ou égale à 130.
Seuil ultra-prioritaire : 130 points	
Dossiers non prioritaires	Les dossiers atteignant une note comprise entre 95 et 129 points.
Seuil note minimale : 95 points	
Dossiers non retenus	Les dossiers, bien qu'étant éligibles, n'atteignant pas la note minimale de 95 points sont rejetés lors des comités de sélection.

IMPORTANT

En fin d'appel à projets/candidatures, les dossiers n'ayant pas reçu un avis favorable sont automatiquement rejetés ; en particulier les dossiers non complets à la date du 15/09/2020.

Pour rappel, un dossier complet est un dossier comportant le formulaire de demande d'aide et l'ensemble des pièces justificatives, conformes et recevables. Le projet pourra faire l'objet d'un nouveau dépôt de dossier sur un éventuel appel à projets ultérieur mais seuls les travaux/investissements n'ayant pas eu un commencement d'exécution avant ce nouveau dépôt de dossier, seront potentiellement subventionnables.

Les dossiers portés par des nouveaux installés (JA ou NI) dérogent à cette règle. Un dossier déposé non complet avant le 15/09/2020 (fin d'appel à projets) pourra être complété ultérieurement dans le cadre d'un éventuel nouvel appel à projets. Un accusé de réception, sans promesse de subvention, avec autorisation de démarrage des travaux permettra de prendre date de ce dépôt et de commencer l'exécution des travaux/investissements. En revanche, à la sortie du nouvel appel à projets, l'exploitant devra redéposer une demande complète et l'instruction du dossier sera soumise aux règles de ce nouvel appel à projets.

Thématiques des principes de sélection	Critères de sélection	POINTS
Mise aux normes de la gestion des effluents et biosécurité	<p>- <u>Gestion des effluents : mise aux normes conformément à l'article 17 du R(UE) n° 1305/2013</u> Projet porté par une exploitation dont au moins un bâtiment d'élevage se trouve en zone vulnérable au moment de la demande d'aide et qui comprend des investissements de gestion des effluents liés aux travaux de mise aux normes relatifs au programme d'actions Nitrate en cours, d'au moins 10 000€ HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées)</p> <p>OU</p> <p>- <u>Tuberculose bovine : mesures de biosécurité préconisées par l'instruction technique DGAL/SDSPA/2018-743 du 03/10/2018</u> Projet portant exclusivement sur des investissements de biosécurité pour les élevages de bovins situés dans la zone à risque de tuberculose définie par les arrêtés préfectoraux départementaux.</p> <p>OU</p> <p>- <u>Peste porcine africaine : mesures de biosécurité applicables dans les exploitations détenant des suidés dans le cadre de l'arrêté du 16 octobre 2018</u> Projet portant exclusivement sur des investissements de biosécurité pour l'atelier porcin.</p>	130
Renouvellement générationnel	<p>- Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (NI) ou un jeune agriculteur (JA) au moment de la demande d'aide</p> <p>OU</p> <p>- Projet porté par un exploitant inscrit au Répertoire Départ Installation et ayant réalisé un « diagnostic d'exploitation à céder » dans le cadre du volet 5 du dispositif AITA (Accompagnement à l'Installation Transmission en Agriculture) au moment de la demande d'aide</p>	35

<p>Critères NEOTERRA et structuration des filières de production</p> <p>IMPORTANT : Les critères NEOTERRA et STRUCTURATION FILIERE ne sont pas cumulables. Pour accéder au critère STRUCTURATION FILIERE, il est obligatoire de répondre aux exigences du critère NEOTERRA s'il existe. Le choix du critère se fait en fonction de l'atelier sur lequel porte la majorité</p>	<p><u>NEOTERRA filière bovin viande :</u> - A l'issue du projet l'atelier BV devra être doté d'un système de contention et d'embarquement des animaux respectant les préconisations en vigueur (cf. Dossier annexes)</p> <p>ET au choix</p> <p>- Adhésion à la nouvelle Charte des Bonnes Pratiques d'Elevages (CBPE) intégrant des critères plus complets sur le BEA au plus tard au moment de la demande de solde OU - Réalisation d'un diagnostic Boviwell au plus tard au moment de la demande de solde</p> <p>ET au choix</p> <p>- Adhésion à une Organisation de Producteurs ou à une coopérative pour l'activité bovin viande avec engagement dans une filière commerciale sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). OU - Au moment de la demande d'aide : adhésion à la Charte des Bonnes Pratiques d'Elevages (CBPE) et exploitation dont au moins 40 % du chiffre d'affaire de l'atelier bovin viande est réalisé par la vente de bovins abattus et découpés à la ferme ou non</p> <p><u>STRUCTURATION filière bovin viande :</u> -Taux de finition supérieur ou égal à 65 % : nombre d'animaux vendus pour être directement abattus/nombre total d'animaux vendus (au moment de la demande d'aide ou de la dernière demande de paiement) OU - Adhésion à un SIQO (hors bio) sur l'atelier concerné par au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnées sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). Si création d'un atelier BV, engagement à être adhérent à un SIQO à la fin du projet.</p>	<p>35</p> <p>55 (35+20)</p>
---	---	-----------------------------

<p>(plus de 50%) des investissements.</p> <p>Pour les créations d'atelier, les critères seront appréciés lors de la dernière demande de paiement.</p>	<p><u>NEOTERRA filière bovin lait :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement dans la Ferme Laitière Bas Carbone (FLBC) : Réalisation d'un diagnostic CAP2ER Niveau 2 (ou méthode équivalente validée dans le cadre de la démarche FLBC) au plus tard au moment de la demande de solde. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet contribuant à la réalisation d'un « bloc traite basse consommation d'énergie » (cf. Dossier annexes) <p>Et</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'un diagnostic CAP2ER Niveau 1 (en autodiagnostic ou par un intervenant) au plus tard au moment de la demande de solde. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un atelier de transformation de produits laitiers fermiers avec formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) de l'exploitant au moment de la demande d'aide 	<p>35</p>
	<p><u>STRUCTURATION filière bovin lait :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs au bloc traite (cf. Dossier annexes). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées). <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion au contrôle laitier officiel <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un atelier Bovin Lait <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à une organisation collective en lien avec une activité de transformation et/ou de commercialisation de produits laitiers fermiers (bovin lait) au moment de la demande d'aide tel que : union des producteurs fermiers, IDOKI, collectif inter structures fermières (CIF 64), bienvenue à la ferme, marchés des producteurs de pays, AMAP 	<p>55 (35+20)</p>

	<p><u>STRUCTURATION filière caprin viande :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à la nouvelle charte engraissement chevreaux d'INTERBEV. <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence, sur l'année n-1 de la demande d'aide, d'un atelier d'engraissement de chevreaux qui ne sont pas nés sur l'exploitation <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un atelier d'engraissement de chevreaux qui ne sont pas nés sur l'exploitation. <p>ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à une Organisation de Producteurs sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moment de la demande d'aide : exploitation dont au moins 40 % du chiffre d'affaire de l'atelier caprin viande est réalisé par la vente de chevreaux abattus à la ferme ou non et prêts à consommer. 	55 (35+20)
	<p><u>NEOTERRA filière caprin lait :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion au Code Mutuel sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'un diagnostic ou auto-diagnostic bien-être animal (BEA) (cf. Dossier annexes) au moment de la demande d'aide. <p>ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un atelier de transformation de produits laitiers fermiers avec formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) de l'exploitant au moment de la demande d'aide. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'amélioration des conditions de vie des animaux : Le projet comporte une augmentation au moins de 10 % des surfaces d'aires de couchage consacrées aux chèvres laitières ou de la nurserie (y compris création d'atelier). <p>OU</p>	35

	- Projet contribuant à la réalisation d'un « bloc traite basse consommation d'énergie » (cf. Dossier annexes)	
	<p><u>STRUCTURATION filière caprin lait :</u></p> <p>Au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion au « conseil pilotage du troupeau » (cf. Dossier annexes) réalisé par une structure compétente, sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion au contrôle laitier. <p>ET au choix</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs au bloc traite et/ou nurserie (cf. Dossier annexes). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées). <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un atelier caprin lait. 	55 (35+20)
	<p><u>NEOTERRA filière ovin viande :</u></p> <p>A l'issue du projet l'atelier Ovin devra être doté d'un système de contention des animaux respectant les préconisations en vigueur (cf. Dossier annexes).</p>	35
	<p><u>STRUCTURATION filière ovin viande:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'amélioration des conditions de vie des animaux : augmentation d'au moins 10 % des surfaces d'aires de vie (aires de couchage + aires d'exercice couvertes) consacrées aux ovins allaitants (y compris création d'atelier) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à un SIQO (hors bio) sur l'atelier concerné par au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) 	55 (35+20)

	<p><u>NEOTERRA filière ovin lait :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'amélioration des conditions de vie des animaux : Le projet doit comporter une augmentation d'au moins de 10 % des surfaces d'aires de vie (aires de couchage + aires d'exercice couvertes) consacrées aux ovins lait (y compris création d'atelier) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet contribuant à la réalisation d'un « bloc traite basse conso » (cf. Dossier annexes) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un atelier de transformation de produits laitiers fermiers avec formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) de l'exploitant au moment de la demande d'aide 	35
	<p><u>STRUCTURATION filière ovin lait :</u> <u>Dans la zone AOP Ossau-Irraty ou IGP LR ALP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect du cahier des charges AOP Ossau-Irraty ou IGP LR ALP <p>ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs aux blocs traite et/ou aux équipements d'automatisation de la distribution des fourrages et concentrés (cf. Dossier annexes). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées). <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un atelier ovin lait <p><u>Hors de la zone AOP Ossau-Irraty et de la zone IGP LR ALP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à un SIQO pour la production de lait de brebis. <p>ET</p> <p>Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs aux blocs traite et/ou aux équipements d'automatisation de la distribution des fourrages et concentrés (cf. Dossier annexes). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées).</p>	55 (35+20)

	<p>OU</p> <p>- Création d'un atelier ovin lait avec une activité de transformation fermière de tout ou partie du lait de brebis produit et formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) au plus tard au moment de la demande de solde.</p> <p>OU</p> <p>- Atelier ovin lait avec une activité de transformation fermière de tout ou partie du lait de brebis produit et formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) ayant un projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs aux blocs traite et/ou aux équipements d'automatisation de la distribution des fourrages et concentrés (cf. annexe X). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées).</p>	
	<p><u>NEOTERRA filière équins-asins :</u></p> <p>- Adhésion à la charte EquiQualité sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement).</p>	35
	<p><u>STRUCTURATION filière équins-asins :</u></p> <p>- Exploitation avec au moins 3 juments ou ânesses poulinières au moment de la demande d'aide ou de la demande de solde.</p>	55 (35+20)
	<p><u>NEOTERRA filière porcine :</u> Réalisation d'une formation à la biosécurité aux bonnes pratiques d'hygiène prescrite dans l'arrêté du 16 octobre 2018.</p> <p>ET</p> <p><u>Pour les porcs en bâtiments :</u> - Bâtiment BEBC à l'issue du projet (cf. Dossier annexes)</p> <p>OU</p> <p><u>Pour les projets porcs plein air :</u></p>	35

	- Projet comportant des investissements de biosécurité (cf. Dossier annexes) pour l'atelier porcin.	
	<p><u>STRUCTURATION filière porcine :</u> Adhésion à une structure sanitaire sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)</p> <p>ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet de développement d'au moins 25% du nombre de places d'engraissement ou de post sevrage (y compris la création d'atelier) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet d'investissement portant majoritairement (au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés) sur un atelier plein-air <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet d'investissement portant majoritairement (au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés) sur des investissements de biosécurité (cf. Dossier annexes) 	55 (35+20)
	<p><u>NEOTERRA filière veaux de boucherie :</u> - Projet contribuant à la Création d'un bâtiment économe en énergie (cf. Dossier annexes) avec lumière naturelle.</p>	35
	<p><u>STRUCTURATION filière veaux de boucherie :</u> - Atelier bénéficiant d'une contractualisation sur une longue période (durée minimum de 5 ans où 10 bandes) sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)</p> <p>ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet d'augmentation d'au moins 50% du nombre de places (y compris la création d'atelier) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatif à un dispositif de préparation automatique de l'alimentation lactée (<i>silo + centrale de préparation = automatisation de l'incorporation de la poudre, du dosage, du mélange et de la température</i>) 	55 (35+20)

	NEOTERRA filière cunicole : - Investissement dans un mode de logement d'élevage alternatif permettant l'expression des comportements naturels des animaux (parcs ou modèles de cages spécifiques)	35
	STRUCTURATION filière cunicole : - Adhésion à la charte sanitaire FENALAP sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)	55 (35+20)
	NEOTERRA filière apicole : - Adhésion à un organisme de développement apicole (ADA) sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)	35
	STRUCTURATION filière apicole : - Création ou modernisation d'un atelier d'élevage de reines domestiques (à destination de l'auto-renouvellement ou à la vente de produits d'élevage) ou à la production de gelée royale (cf. Dossier annexes)	55 (35+20)
Environnement	Projet porté une exploitation engagée dans le mode de production biologique (conversion ou maintien) sur l'atelier sur lequel porte au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés au moment de la demande d'aide.	70 Le critère BIO n'est cumulable avec aucun autre critère environnemental
	Projet comportant majoritairement (au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés) des investissements sur l'atelier apicole ⓘ	15
	Projet porté par une exploitation engagée dans une démarche de certification environnementale reconnue de niveau 2 ou niveau 3 (HVE) sur l'ensemble des ateliers de son exploitation (la certification devra être transmise au moment de la demande d'aide ou à la demande de solde) ⓘ	15
	Exploitation adhérente à un GIEE au moment de la demande d'aide. Le dossier porte majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés contribuant directement au projet porté par le GIEE.	15
	Projet comportant une installation de panneaux photovoltaïques* en toiture du bâtiment sur lequel porte l'investissement.	15
OU		

IMPORTANT :

ⓘ Critères non cumulables entre eux

	<p>Projet dont plus de 50 % des surfaces de bardages qui vont être installées sont en bois.</p> <p><i>*NB : se référer à l'article 8, l'attribution des points n'entraîne pas systématiquement l'éligibilité des panneaux photovoltaïques dans les investissements subventionnables.</i></p>	
Périodicité des dossiers	<p>Projet porté par une exploitation n'ayant pas reçu de subvention publique au titre de l'opération « plan de modernisation des élevages » (appel à projets/candidature hors avicole) depuis le 1^{er} janvier 2017</p> <p><i>(un projet obtenant les points du critère « Renouvellement générationnel » avec un JA/NI qui n'avait jamais déposé de dossiers PCAE PME, sera considéré comme primodemandeur même si l'exploitation a déjà bénéficié d'un dossier PCAE PME depuis 2017.)</i></p>	60

ARTICLE 7 - MONTANTS ET TAUX D'AIDES (tous financeurs confondus)

Les plafonds et taux d'aide suivant s'entendent tous financeurs confondus :

- plafond de dépenses éligibles par dossier : **80 000 € HT**

Dans le cadre de la transparence GAEC, le plafond applicable pour les GAEC est dépendant du nombre d'associés-exploitants du groupement dans les proportions suivantes :

- o GAEC composés de deux associés : **144 000 € HT**
- o GAEC composés de trois associés et plus : **200 000 € HT**

Pour les dossiers Bio ou HVE, les plafonds suivants s'appliquent :

- plafond de dépenses éligibles par dossier : **90 000 € HT**

Dans le cadre de la transparence GAEC, le plafond applicable pour les GAEC est dépendant du nombre d'associés-exploitants du groupement dans les proportions suivantes :

- o GAEC composés de deux associés : **162 000 € HT**
- o GAEC composés de trois associés et plus : **225 000 € HT**

- taux d'aide publique de base : 30%

- majorations :

- + 5% pour les JA ou NI installés depuis moins de 5 ans
- + 10% si le siège de l'exploitation est en zone de montagne

Le FEADER intervient en contrepartie d'aides publiques nationales. Le montant d'aide publique se répartit ainsi :

	FEADER	Financeurs nationaux
Aquitaine	53%	47%
Limousin	63%	37%
Poitou-Charentes	63%	37%

Le total des aides apportées par les financeurs publics (Etat, Europe (FEADER), collectivités, Agences de l'eau, maître d'ouvrage public) doit atteindre obligatoirement le taux d'aide publique.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

- **Définition d'une « installation » :**

« Nouvel Installé » = NI : agriculteur installé depuis moins de 5 ans, ayant ou non bénéficié de la DJA pour son installation.

« Jeune agriculteur » = JA : agriculteur de moins de 40 ans, installé depuis moins de 5 ans et ayant bénéficié de la DJA.

Si l'exploitant n'a pas bénéficié de la DJA (NI), la date de son installation est sa première date d'inscription à la MSA (Mutualité Sociale Agricole) en tant que chef d'exploitation.

Si l'exploitant a bénéficié de la DJA (JA), la date de son installation est celle qui figure sur le certificat de Conformité Jeune Agriculteur (CJA), qui est à fournir **au plus tard** à la première demande de paiement.

Pour être considéré comme NI ou JA, le dépôt de dossier **doit intervenir moins de 5 ans après la date d'installation.**

Exemple : un agriculteur s'est installé en année n avec la DJA à l'âge de 38 ans. Il dépose un dossier en année n+4. Il est NI puisqu'il est installé depuis moins de 5 ans mais n'est pas JA (sens UE) car a plus de 40 ans au dépôt de sa demande.

- **Précisions concernant le financement de la mise aux normes de la gestion des effluents d'élevage :**

Sur tout le territoire (RSD, ICPE, zones vulnérables):

Les exploitations agricoles doivent respecter des normes sur la gestion des effluents d'élevage (RSD, ICPE, normes zone vulnérables).

Les investissements en lien avec ces mises aux normes sont les ouvrages de stockage (couverture non incluse) : fosses de stockage et terrassement associé (poche souple, fosse sous caillebotis et pré fosses) et fumières

Les investissements relatifs à ces mises aux normes sont éligibles uniquement dans deux cas :

1/ lorsque le droit de l'Union impose de nouvelles exigences aux agriculteurs. Ainsi, une aide aux investissements peut être accordée pour un maximum de 12 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation agricole.

2/ pour les jeunes agriculteurs (JA) qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chefs d'exploitation. Ainsi, une aide aux investissements pour le financement de capacités de stockage relevant d'une norme applicable, peut être accordée sous réserve que les investissements soient réalisés dans un délai maximal de 4 ans, couvrant la durée de réalisation des actions prévues au Plan d'Entreprise (PE).

Dans tous les autres cas, ces investissements ne sont pas éligibles.

Ainsi, les investissements relatifs à la norme en vigueur (capacité réglementaire exigible) applicable à la situation initiale de l'exploitation (c'est-à-dire au dépôt du dossier, sur les effectifs existant avant-projet) ne sont pas éligibles, c'est l'abattement individuel qui s'applique (non éligible). Il s'applique également lorsque qu'aucun ouvrage de stockage n'a été réalisé à la situation initiale de l'exploitation (cas du stockage au champ). Cette

part réglementaire abattue (non éligible) se calcule au cas par cas à l'aide du diagnostic DEXEL.

En revanche, si le projet est lié à une augmentation d'effectifs d'animaux, les ouvrages de stockage sont éligibles (part réglementaire et au-delà, déduction faite de l'abattement individuel). La part réglementaire correspondant aux effectifs initiaux avant-projet ne sera pas financée (sauf pour les JA chefs d'exploitation⁵).

Dans tous les cas, il sera vérifié qu'à l'issue du projet les exigences relatives aux capacités de stockage ont bien été prises en compte.

Pour les JA, les travaux doivent être terminés (factures acquittées) dans un délai de 4 ans à partir de la date d'installation (date du CJA), sous réserve des conditions de réalisation inscrite dans la décision juridique.

Pour en savoir plus, consulter l'instruction technique du MAA du 09/01/2019 relative aux modalités de financement de la gestion des effluents :

<https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2019-10>

A retenir

En dehors des dépenses liées à la mise aux normes comme susmentionné, les ouvrages de stockage des effluents qui relèvent de la norme en vigueur ne sont pas éligibles au PME.

Application aux zones vulnérables :

Tous les exploitants ayant au moins un bâtiment d'élevage situé en zone vulnérable sont concernés. Tous les animaux et toutes les terres de l'exploitation, qu'ils soient situés ou non en zone vulnérable, sont pris en compte.

En lien avec les règles ci-dessus :

- Seuls les investissements de mise aux normes dans les Nouvelles Zones Vulnérables 2018 bassin Adour-Garonne sont éligibles (liste des communes dans la notice du CERFA)
- Les investissements de mise aux normes sont éligibles si l'exploitant s'est déclaré auprès de la DDT/M avant le 30 juin 2020.

Formulaire de déclaration et notices CERFA sous :

http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/notice_cerfa_15672.pdf

http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/cerfa_15672.pdf

http://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/capacite_de_stockage_des_effluents_elevage_en_zone_vulnerable.pdf

- La date de mise aux normes des capacités de stockage par rapport au 6ème programme d'actions, est fixée au 1er septembre 2021 (sauf dérogation). Les factures relatives à ces travaux de gestion des effluents peuvent être acquittées jusqu'au 1er septembre 2022.

Pour les éleveurs ayant fait une demande de prorogation avant le 1er septembre 2021, alors la date de mise en conformité est fixée au 1er septembre 2022

⁵ L'aide peut être accordée durant la période de réalisation des actions du plan d'entreprise (4 ans à partir de la date d'installation c'est-à-dire la date du CJA), sous réserve des conditions de réalisation inscrite dans la décision juridique.

- Les investissements de mise aux normes en zones vulnérables 2012, 2015 ou 2017 ne sont plus éligibles (délai de 12 mois dépassé) sauf pour les Jeunes Agriculteurs (JA). En effet, pour les JA, les investissements de mise aux normes sont éligibles, et ce quel que soit l'historique de la zone vulnérable.

- **Précisions techniques pour les projets équins :**

Le bénéficiaire doit être un éleveur d'équidés et doit répondre aux conditions suivantes :

- Il doit être propriétaire de ces animaux,
- L'activité d'élevage équine doit être majoritaire (supérieur à 50%). Cette part est calculée de la façon suivante : **ratio marge brute(ou Chiffre d'Affaire) des activités d'élevage équine éligibles au FEADER / marges brutes(ou Chiffre d'Affaire) de l'ensemble des activités équines > à 50%**
- Les activités d'élevage équines éligibles au FEADER sont ⁶ les produits de l'élevage (vente de poulains et de chevaux issus de l'élevage) et les produits de la reproduction (saillies).

- **Précisions concernant le financement des panneaux photovoltaïques :**

Cas 1 / L'exploitant n'est pas propriétaire du bâtiment alors, seuls les aménagements intérieurs sont éligibles (y compris les murs, bardages et portails).

Cas 2 / L'exploitant est propriétaire du bâtiment et l'électricité produite n'est pas revendue pour tout ou partie à un opérateur, elle est valorisée dans son intégralité pour les besoins de l'exploitation (et de l'habitation pour les sites non reliés sur le réseau d'électricité). L'ensemble des investissements en lien avec le projet de production d'énergie photovoltaïque sont ainsi éligibles : le bâtiment, la charpente et la couverture, les aménagements intérieurs et les panneaux.

Cas 3 / L'exploitant est propriétaire du bâtiment et l'énergie produite est destinée pour tout ou partie à des opérateurs. Les dépenses éligibles concerneront la charpente, le bâtiment, les aménagements intérieurs (y compris les murs, bardages et portails), la couverture tout ou partie en fonction du mode de pose des panneaux.

⁶ Les activités inéligibles figurent dans la notice 1.6

ARTICLE 9 - CONTACTS

Pour contacter les services instructeurs :

Directions Départementales des Territoires et de la Mer (DDT/M)	Adresse
DDT de la Charente (16)	43, rue du Docteur-Charles-Duroselle - 16016 ANGOULEME Cedex http://www.charente.gouv.fr
DDTM de la Charente-Maritime (17)	89 avenue des Cordeliers - CS 80000 - 17018 LA ROCHELLE Cedex 1 http://www.charente-maritime.gouv.fr
DDT de la Corrèze (19)	Cité Administrative Jean Montalat - Place Martial Brigouleix - BP 314 19011 TULLE Cedex http://www.correze.gouv.fr
DDT de la Creuse (23)	Cité administrative - BP 147 - 23003 GUERET Cedex http://www.creuse.gouv.fr
DDT de la Dordogne (24)	rue du 26ème Régiment d'Infanterie- Cité administrative 24024 PERIGUEUX Cedex http://www.dordogne.gouv.fr
DDTM de la Gironde (33)	Cité Administrative - Rue Jules Ferry BP 90 - 33090 BORDEAUX Cedex http://www.gironde.gouv.fr
DDTM des Landes (40)	351 Boulevard St Médard - BP 369- 40012 MONT DE MARSAN CEDEX http://www.landres.gouv.fr
DDT du Lot-et-Garonne (47)	1722 avenue de Colmar - 47916 AGEN http://www.lot-et-garonne.gouv.fr
DDTM des Pyrénées-Atlantiques (64)	19 avenue de l'Adour - 64600 ANGLET http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr
DDT des Deux-Sèvres (79)	39, avenue de Paris - BP 526 - 79022 NIORT Cedex http://www.deux-sevres.gouv.fr
DDT de la Vienne (86)	20, rue de la Providence - BP 80523 - 86020 POITIERS Cedex http://www.vienne.gouv.fr
DDT de la Haute-Vienne (87)	22, rue des Pénitents-Blancs - CS 43217- 87032 LIMOGES Cedex 1 http://www.haute-vienne.gouv.fr

Pour déposer vos dossiers numérisés auprès des services instructeurs :

Adaptations de l'appel à projets durant la période de confinement liée au Covid 19 :

- Le dépôt de dossier dématérialisé de demande d'aide est rendu possible,
- Le dossier original papier devra être envoyé ou déposé en mains propres à l'adresse du service instructeur dans les 3 mois suivant la fin du confinement. L'accusé de réception de recevabilité avec autorisation de démarrage des travaux sans promesse de subvention pourra être transmis par email par le service instructeur.

Directions Départementales des Territoires et de la Mer (DDT/M)	Contact mail
DDT de la Charente (16)	ddt-pcae@charente.gouv.fr
DDTM de la Charente-Maritime (17)	jerome.rousseau@charente-maritime.gouv.fr
DDT de la Corrèze (19)	ddt-seaf@correze.gouv.fr
DDT de la Creuse (23)	olivier.senechal@creuse.gouv.fr severine.sellier@creuse.gouv.fr
DDT de la Dordogne (24)	brigitte.dibouzeyde@dordogne.gouv.fr sophie.fossat@dordogne.gouv.fr
DDTM de la Gironde (33)	dominique.nedelec@gironde.gouv.fr dominique.nedelec@gironde.gouv.fr
DDTM des Landes (40)	nathalie.dufau@landes.gouv.fr dominique.coudouel@landes.gouv.fr
DDT du Lot-et-Garonne (47)	ddt-sea-pv@lot-et-garonne.gouv.fr
DDTM des Pyrénées-Atlantiques (64)	ddtm-pcae@pyrenees-atlantiques.gouv.fr
DDT des Deux-Sèvres (79)	ddt-pcae@deux-sevres.gouv.fr
DDT de la Vienne (86)	ddt-seadr@vienne.gouv.fr jean-yves.allainmat@vienne.gouv.fr
DDT de la Haute-Vienne (87)	francois.rocher@haute-vienne.gouv.fr corinne.raveneau@haute-vienne.gouv.fr

Point d'accueil téléphonique PCAE et HVE :

Pour toutes demandes d'informations sur le présent appel à projet et plus largement sur les dispositifs du PCAE, ainsi que sur les certifications environnementales, vous pouvez contacter le **Point accueil téléphonique PCAE et HVE** de votre département.

Pour information, le montage de votre dossier de demande de subvention peut être réalisé par toutes structures compétentes dans le domaine (organisation de producteurs, structures de conseils, Chambre d'agriculture, coopérative, agence comptable, syndicats Pays, EPCI, association environnementale...).

Département	Nom	Adresse mail	Téléphone
Charente	Audrey TRINIOL	audrey.triniol@charente.chambagri.fr	05 45 24 49 49
Charente Maritime	Nadège WITCZAK	nadege.witczak@charente-maritime.chambagri.fr	05 46 50 45 20
Corrèze	Camille BOSSOUTROT	camille.bossoutrot@correze.chambagri.fr	05 55 21 55 53
Creuse	Delphine CARDINAUD	delphine.cardinaud@creuse.chambagri.fr	05 55 61 50 28
			06 60 57 43 05
Deux-Sèvres	Michel SERRES	michel.serres@deux-sevres.chambagri.fr	05 49 77 15 15
Dordogne	Elodie PEYRAT	elodie.peyrat@dordogne.chambagri.fr	05 53 35 88 33
Gironde	Yann MONTMARTIN	y.montmartin@gironde.chambagri.fr	05 56 35 00 00
Haute-Vienne	Christelle FAUCHERE	christelle.fauchere@haute-vienne.chambagri.fr	05 87 50 42 41
			06 69 07 93 21
Landes	Patrick LARTIGAU	patrick.lartigau@landes.chambagri.fr	05 58 85 45 53
Lot-et-Garonne	Valérie CHAUVEAU	valerie.chauveau@lot-et-garonne.chambagri.fr	05 53 77 83 08
			06 48 50 16 66
Pyrénées-Atlantiques	Solène ROUSSEAU	s.rousseau@pa.chambagri.fr	05 59 80 70 14
			06 85 30 22 87
Vienne	Lise CHEVALLIER	lise.chevallier@vienne.chambagri.fr	05 49 44 75 40

ARTICLE 10 – INFORMATION AU SUJET DES DONNEES PERSONNELLES

La Région collecte vos données personnelles pour instruire votre demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets / candidatures.

Ces données sont traitées par le(s) service(s) instructeur(s) mentionné(s) en article 9.

Ces données pourront également être utilisées à des fins statistiques et d'évaluation ainsi que pour vous tenir informés d'éventuelles évolutions de politiques publiques vous concernant.

Vos données seront conservées pendant toute la durée du traitement, puis seront détruites ou archivées conformément aux instructions qui régissent les archives régionales.

Vous pouvez exercer vos droits d'accès, rectification, limitation, opposition, effacement et adresser toute demande concernant le présent traitement auprès de la déléguée à la protection des données de la région Nouvelle-Aquitaine : dpo@nouvelle-aquitaine.fr

Pour plus d'information sur notre politique générale en matière de protection des données : <https://www.nouvelle-aquitaine.fr/protection-donnees-personnelles.html>

CATEGORIE 1 : ENJEU DE MODERNISATION DES BATIMENTS D'ELEVAGE

1. LOGEMENTS DES ANIMAUX

- terrassement, divers réseaux, maçonnerie, etc.
- construction ou rénovation de bâtiments (y compris ossature, charpente, toiture, bardage, isolation pour les bâtiments neufs, sol, gouttières et descentes d'eau),
- tunnels, cabanes et abris destinés au logement des animaux,
- aires d'attente, d'exercice et d'alimentation (y compris couverture et bardage),
- nurserie, aire d'isolement, local de quarantaine,
- salles de tétée en veau de lait sous la mère.

2. EQUIPEMENTS ET MATERIEL D'ELEVAGE

- **équipement visant à une amélioration des conditions sanitaires d'élevage et de surveillance** : filets brise-vent, aération, ventilation, télésurveillance, lecteurs de boucles, brumisation, régulation thermique, automatisation des ouvertures de trappes, alarme, groupe électrogène fixe, pad cooling
- **équipement visant à l'amélioration des conditions de manipulation des animaux et de la qualité** : équipements de contention, de tri, de pesée, parcs et couloirs de contention fixes ou mobiles
- **équipement et aménagement fixe intérieur** : logettes, cornadis, équipements de distribution de l'alimentation (tapis d'affouragement, mangeoires, chaîne d'alimentation, distributeurs automatiques de concentrées, distributeurs automatiques de lait, automates d'alimentation et d'abreuvement, boisseaux de stockage) et équipement de distribution d'eau (ligne de pipettes, système d'abreuvement, impluvium), frais de plomberie et électricité (si inhérents aux aménagements et équipements fixes intérieurs), barrières, logements collectifs spécifiques et leur mécanisation électrique, chauffage, pompe doseuse, système de traitement de l'eau (peroxydation,...), équipement fixe de paillage des bâtiments, tapis et autres matériaux mis sur le sol des aires de vie pour améliorer le confort des animaux à condition qu'ils bénéficient d'une garantie décennale.
- **équipements mobiles consacrés exclusivement** à la distribution d'aliments concentrés, dans la limite de **9 000€**.
- **investissements et équipements évitant l'écoulement des eaux pluviales et la dilution des effluents**,
- **pour les élevages cunicoles** : Reposes pattes, cages pré-cheptel grands modèle, mezzanines, cages aménagées, parcs.
- investissements périphériques à la méthanisation : pré et post traitement des digestats et effluents d'élevage
- équipement pâturage : clôtures fixes et mobiles, râtelier et nourrisseurs au champ, système d'abreuvement au champ (abreuvoirs et réseaux de canalisations nécessaires pour acheminer l'eau jusqu'aux animaux)

3. LOCAUX ET MATERIEL DE TRAITE

- bâtiment,
- tous types de matériels de traite,

- salle de traite (y compris contention),
- équipements de traite mobile (chariots de traite) pour la traite aux champs
- robots de traite,
- décrochage automatique et compteurs à lait,
- automate de lavage et autres équipements de traite (à l'exclusion des tanks à lait)
- investissements d'économie d'énergie dans le bloc de traite
- système d'alimentation dans la salle de traite
- système d'identification automatique des animaux en salle de traite

4. EQUIPEMENTS SPECIFIQUES A L'APICULTURE

- bâtiment de stockage des équipements indispensables à l'activité (local destiné à l'entreposage des ruches, ruchettes, hausses).

Nota bene : les ruches, ruchettes et hausses ne sont pas éligibles à cet Appel à Projets.

- bâtiment et équipement pour le greffage : appareil de prélèvement de sperme de faux-bourdon, équipement CO2 pour appareil à inséminer les reines et inséminateur, loupe binoculaire, lampe froide, Picking, Cupularve, cagette JZ-BZ, protecteur de cagette
- bâtiment et équipement pour l'élevage de reines : couveuse, nucs de fécondation (miniplus), capture et marquage des reines (cage et marqueur), ruche d'élevage 2 compartiments, entonnoir à abeille, grille à reine, collecteur à abeille pour production de paquet d'abeille
- bâtiment et équipement pour la production de pollen : trappe à pollen- séchoirs, déshumidificateur, nettoyeur, trieur, souffleur
- bâtiment et équipement pour la production de gelée royale : aspirateur pour gelée royale, doseuse=>transfo remplisseuse, cadre d'élevage avec nourrisseur, barrette de cupule, bâtiment spécifique destinés à la production de pollen

5. AUTRES CONSTRUCTIONS / EQUIPEMENTS

5.1 Aménagement extérieur des bâtiments

- aménagements des abords des bâtiments : aires bétonnées, empierrement ou enrobage, devant portes et portails, trottoirs de sortie des animaux, aménagement et stabilisation des abords et des accès, quai d'embarquement, aires de manœuvre de fumières et fosses, zone de stationnement, de chargement ou de livraison
- petits travaux pour création d'une zone tampon contre les eaux souillées (fossé/bourrelet) avant le cours d'eau.

5.2 Autonomie alimentaire

- constructions et équipements de stockage de fourrage (silo couloir, hangar à fourrages...)
dans la limite de 35 000€HT d'investissement

- installations de séchage en grange de fourrages en vrac ou en bottes, conçue pour ne pas nécessiter de système de chauffage utilisant un combustible. Les équipements éligibles sont, le bâtiment, la soufflerie, le déshumidificateur, les cellules, les caillebotis, l'installation de manipulation du fourrage (portique, griffe, rails ...).

- construction et équipements fixes directement liés à la fabrication d'aliments à la ferme.
- investissements visant à l'étanchéité du sol des silos (ragréage, béton),

5.3 Bloc sanitaire exclusivement destiné aux intervenants sur l'élevage

- Bloc sanitaire comprenant une partie vestiaire, wc, douche à la condition que son accès unique soit direct depuis l'extérieur et non accessible depuis un bâtiment d'habitation.

CATEGORIE 2 : ENJEU EFFLUENTS D'ELEVAGE

- ouvrages de stockage du fumier, du lisier et des autres effluents liquides : poche à lisiers, fosses, fumière, citerne de stockage des eaux blanches issues de la salle de traite, clôtures, etc.,
- couverture des ouvrages de stockage du fumier, du lisier et des autres effluents liquides.
- investissements visant à l'étanchéité des réseaux de collecte et des ouvrages de stockage des effluents,
- réseaux et matériels fixes permettant le transfert des liquides d'une fosse vers l'autre : pompes, canalisations de transfert,
- racleur automatique, hydrocurage, évacuateur à fumier.
- dispositif de collecte des eaux de lavage,
- dispositifs de traitement des effluents (ex : séparation des liquides et des solides, matériels d'homogénéisation du lisier par brassage ou broyage), système autonomes de gestion des effluents reconnus lagunage (type installation traitement des effluents type filtre roseaux pour eaux blanches), filtre à paille,
- investissements visant le traitement des effluents en lien avec les locaux de traite,
- quais et plates-formes de compostage,
- matériel permettant l'enfouissement des effluents lors de l'épandage en un seul passage : enfouisseur, injecteur.

CATEGORIE 3 : ENJEU QUALITE SANITAIRE

Afin de contenir certaines maladies telles que la tuberculose bovine ou de prévenir l'arrivée de nouvelles maladies sur nos territoires comme par exemple la Peste Porcine Africaine (PPA), il est impératif de mettre en place des mesures de biosécurité dans les élevages. Sont éligibles les investissements de biosécurité suivants :

Pour les élevages de bovins :

- équipement pour les élevages de bovins concernés par la tuberculose (détenant un APDI ou une attestation GDS prescrivant des investissements de biosécurité dans le cadre de la lutte contre la tuberculose bovine) : système de pompage et de stockage d'eau, condamnation du point d'eau naturel ; double clôture.

Pour les élevages de suidés :

- quai d'embarquement pour le chargement et le déchargement des suidés
- aire d'attente
- local ou enclos de quarantaine
- tout système de protection du pourtour des parcours/enclos/parcs (Cf Focus ci-dessous)

Toutes filières

- sas sanitaires et aménagements (douche/lavabo), petits matériels de nettoyage et désinfection (lave-bottes, tapis ...);
- protection des sites d'élevage : effaroucheurs, filets, panneaux de signalisation d'élevage, barrières et clôtures attenantes aux bâtiments et aux abris d'élevage et tout système de protection du pourtour des sites d'élevage.

- gestion des cadavres : cloche d'équarrissage, bac d'équarrissage, aménagement aires de dépôt des bacs, enceinte réfrigérée de stockage des cadavres, plateforme d'équarrissage, aire bétonnée ou stabilisée dédiée à la zone d'équarrissage
- installations fixes de nettoyage et de désinfection pour les animaux et/ou les locaux,
- Aménagement d'une aire de nettoyage et de désinfection dont fosses de récupération des eaux pluviales
- **barrières** sanitaires externes : fossés de récupération/évacuation et citernes de collecte dédiées aux eaux souillées de l'unité de production,
- **portail**

Ces investissements éligibles concernent toutes les filières d'élevage excepté la filière volaille pour laquelle il existe un appel à projet spécifique « avicole ».

Focus sur :

• La tuberculose bovine

Au regard du contexte régional préoccupant s'agissant de la persistance épidémiologique de la tuberculose bovine, il est rappelé aux exploitations l'importance de mettre en œuvre les mesures de biosécurité notamment dans les foyers de tuberculose bovine et dans les élevages en zone à risque. Pour en savoir plus : se référer à l'**instruction technique DGAL/SDSPA/2018-743 du 03/10/2018**.

• La peste porcine africaine (PPA)

La peste porcine africaine (PPA) est une maladie virale hémorragique qui touche exclusivement les porcs domestiques et les sangliers. Présente dans certains pays d'Europe et dernièrement détectée en Belgique, cette maladie entraîne des pertes économiques majeures en raison de son taux de mortalité élevé et des restrictions commerciales imposées aux pays touchés. **La menace de contamination des exploitations porcines en France est réelle** et nécessite un renforcement immédiat des mesures de biosécurité en élevage. Un arrêté ministériel (DGAL/SDSPA/2019-389) en vigueur au 17 octobre 2018, fixe les mesures de biosécurité à appliquer dans les exploitations détenant des suidés. De plus, une instruction technique plus spécifique sur les **clôtures** décrit les dispositifs à mettre en œuvre au **1er janvier 2021** pour empêcher l'intrusion de sangliers dans les exploitations et les contacts directs entre sangliers et porcs.

Pour en savoir plus : Consultez l'instruction technique « clôtures » (DGAL/SDSPA/2019-389) du 15 mai 2019 et le site du MAA : <https://agriculture.gouv.fr/peste-porcine-africaine-les-mesures-de-biosecurite-obligatoires>

CATEGORIE 4 : ENJEU AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DES EXPLOITATIONS

1. ECONOMIE D'ENERGIE

- échangeurs thermiques de type air-air, air-sol, puits canadien, VMC double-flux
- isolation des bâtiments existants de logement des animaux,

2. ENERGIE RENOUVELABLE

- chauffe-eau solaire thermique,
- chaudière à biomasse et matériel de valorisation associé,
- pompes à chaleur,

- équipements liés à la substitution d'une source d'énergie fossile (ex/ Puit canadien)
- équipements liés à la production et à l'utilisation d'énergie photovoltaïque, si les deux conditions suivantes sont respectées :
 - Aucune revente d'énergie sur le réseau des opérateurs
 - Valorisation de la totalité de l'énergie produite pour les besoins de l'exploitation (et de l'habitation pour les sites non reliés sur le réseau d'électricité).

Nb/ *Les trackers solaires sont éligibles si la production d'énergie est autoconsommée et si le coût de l'investissement est inférieur à 50% du coût total du projet.*

CATEGORIE 5 : DIAGNOSTICS

1. DIAGNOSTIC EFFLUENTS

Diagnostic de gestion des effluents DEXEL : dépense éligible plafonnée à 1 100 € HT

2. DIAGNOSTIC ENERGIE

Diagnostic énergie-GES dépense éligible plafonnée à 1 000 € HT.



Fiche d'engagement ELEVAGE	
VPF - révision 10 du 30/05/2011	QT - révision 1 du 23/01/2013

QT
Qualité
Traçabilité

FICHE D'ENGAGEMENT ELEVEUR à la démarche VPF ou à la démarche VPF + QT

Exploitation :

N° Exploitation : FR _____ (FR + 8 chiffres).....

Raison sociale :

NOM – prénom :

Adresse : n°, voie, lieu-dit :

CP, Ville :

Téléphone : Fax :

Email :

Pour un engagement VPF : j'atteste avoir pris connaissance des critères du cahier des charges et du dispositif « V.P.F. – Le Porc Français » et m'engage à les respecter :

- Je m'engage à notifier tous les mouvements d'entrée et de sortie d'animaux (ou à vérifier leur notification par le délégataire) et à notifier leur provenance dans la base de données BDPORC dans un délai maximal de 7 jours suivant la date du mouvement,
- Je m'engage à identifier tous les animaux, quelque soit leur stade, conformément au cahier des charges VPF et à la réglementation,
- Pour les porcs charcutiers, je m'engage à notifier dans BDPORC l'origine des animaux entrant sur le site d'élevage. Lorsque des porcelets étrangers sont introduits dans l'élevage, je prends connaissance que mon site perd son statut VPF pour les porcs pendant 6 mois minimum et jusqu'à un nouvel engagement de ma part une fois ces animaux sortis.
- Pour les cochons, je m'engage à notifier dans BDPORC l'origine des animaux destinés à la reproduction, quel que soit leur âge, entrant sur le site d'élevage. Lorsque des animaux étrangers destinés à la reproduction sont introduits dans l'élevage, je prends connaissance que mon site perd son statut VPF pour les cochons jusqu'à un nouvel engagement de ma part une fois ces animaux sortis.
- Je prends connaissance et accepte que des déclarations frauduleuses ou des manquements liés à l'origine des animaux (ex : absence de signalement dans BDPORC de l'introduction d'animaux étrangers) m'exposent à une pénalité professionnelle de 4 000 € ou 1 € par porc vendu l'année précédente si plus de 4000 porcs ont été vendus, une poursuite devant les tribunaux compétents, ainsi qu'une impossibilité de référencement dans VPF pendant 1 an ⁽¹⁾,
- J'accepte l'utilisation par INAPORC de mes données réglementaires à caractère personnel transmises à BDPORC pour les seuls contrôles concernant la mise en œuvre du cahier des charges ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Les conditions d'application des pénalités professionnelles sont disponibles sur demande auprès d'INAPORC.

⁽²⁾ INAPORC s'engage à préserver la confidentialité des informations fournies. Les données à caractère personnel font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat d'INAPORC, y compris dans le cadre des contrôles par organisme tiers pouvant être diligentés par INAPORC. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez à tout moment d'un droit d'accès, d'opposition, de rectification et de suppression aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à : inaporc@inaporc.asso.fr. Aucune information personnelle n'est collectée à votre insu.



Fiche d'engagement ELEVAGE

VPF - révision 10 du 30/05/2011

QT - révision 1 du 23/01/2013

QT
Qualité
Traçabilité

Pour un engagement QT :

1 - J'atteste avoir pris connaissance des critères du cahier des charges et du dispositif « QT – Qualité – Traçabilité » et :

- Je m'engage à respecter le cahier des charges VPF sur l'identification et la traçabilité, préalable impératif au respect de la démarche QT ⁽²⁾
- Je m'engage à respecter les critères du cahier des charges QT, notamment les critères ajoutés depuis 2011, à savoir :
 - L'approvisionnement en porcelets exclusivement auprès d'élevages référencés QT ;
 - La prise en charge sous prescription vétérinaire de la douleur post-opératoire lors de la castration des porcelets ;
 - Le respect de la démarche « aiguille cassée » en utilisant exclusivement des aiguilles en alliage détectable et en signalant systématiquement les animaux ayant connu un incident aiguille cassée.

2 – J'ai fait réaliser un contrôle de référencement QT par un technicien d'Organisation de Producteurs, de Société d'Intégration ou un contrôleur d'un Organisme Certificateur.

(Cochez la ou les cases correspondantes à votre engagement pour chacun des sites concernés) :

Indicatif de marquage	VPF – Le Porc Français		QT – Qualité Traçabilité (porcs charcutiers, porcelets et cochons)
	Pour les porcs charcutiers et porcelets	Pour les cochons	
FR _ _ _ _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> ⁽³⁾
FR _ _ _ _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> ⁽³⁾
FR _ _ _ _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> ⁽³⁾

Fait à le ____/____/____	Signature de l'éleveur pour VPF :	Signature de l'éleveur pour QT ⁽³⁾ :
	
	
		<p align="center">Auditeur QT</p> <p>M. Mme représentant de ^(*) atteste n'avoir constaté aucune non-conformité de niveau 2 ou 3 lors du contrôle QT du (des) site(s) en date du ____/____/____</p> <p align="center">Signature de l'auditeur :</p> <p align="right"><small>(*) Préciser le nom de la structure (OP, OC) en charge de l'audit</small></p>
Fiche d'engagement à renvoyer complétée et signée à votre Association Régionale Porcine		

⁽²⁾ Voir note en bas de page 1.

⁽³⁾ Seuls les élevages engagés VPF peuvent s'engager QT. Aussi, pour vous engager à la démarche QT, vous devez vous engager en même temps à la démarche VPF.

OS PORC
POITOU-CHARENTES
- organisation sanitaire -



Médicaments couramment utilisés pour le traitement de la douleur à la castration des porcelets

Spécialités à base de MELOXICAM 5mg/ml par injection intramusculaire :

- Métacam
- Méloven

ANNEXE 3 : STRUCTURATION DE LA GRILLE DE SELECTION

Seuil dossier Prioritaire 130 points
Seuil de sélection 95 points

IMPORTANT		
➤ Le choix du critère se fait en fonction de l'atelier sur lequel porte la majorité (plus de 50%) des investissements		
➤ Le critère "BIO" est non cumulable avec un autre critère environnemental		
➤ Apicole/Certification environnementale sont non cumulables		
➤ Pour viser les points des critères "Structuration", il est obligatoire de répondre aux exigences des critères Neo Terra		
➤ Pour les créations d'atelier, les critères seront appréciés lors de la dernière demande de paiement		
CRITERES		PTS
Mise aux normes gestion des effluents et Biosécurité	Mise aux normes en Gestion des effluents Ou Biosécurité filière bovine	130
	Ou Biosécurité filière porcine	
Renouvellement générationnel		35
Environnement	Bio (non cumulable avec autre crit.env.)	70
	Atelier apicole Ou Certif env niveau 2 ou 3	15
	PV / 50% Bardage Bois	15
	GIEE	15
Neo Terra (Critère par filière)		35
Critère "structuration des filières" (Pour viser le critère "Structuration" il est nécessaire de répondre aux exigences du critère Neo Terra => 35 + 20)		" + " 20
Périodicité des dossiers		60
Dossiers Prioritaires	Mise aux normes Gestion des effluents ou Biosécurité (130 pts)	
	JA/NI + Bio + Neo terra (35 + 70 + 35)	
	Primo demandeur + Bio (60 + 70)	
	Primo demandeur + JA/NI + Bio (60 + 35 + 70)	
	Primo demandeur + JA/NI + Neo Terra (60 + 35 + 35)	
	Primo demandeur + JA/NI + 3 critères Environnement (60 + 35 + 15 + 15 + 15)	
	Primo demandeur + Neo Terra + Structuration Filière + Environnement (60 + 35 + 20 + 15)	
	Primo demandeur + Neo Terra + 3 critères Environnement (60 + 35 + 15 + 15 + 15)	